

Association Gilets Jaunes Agglomération Concarneau
36 rue Bayard
29900 CONCARNEAU

Monsieur Emmanuel MACRON
Monsieur le Président de la République Française
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Concarneau, le 06 mars 2019

Objet : Proposition projet de loi pour une nouvelle fiscalité.

Monsieur le Président de la République Française,

En préambule de mon courrier, je tiens à vous préciser que je trouve très regrettable la situation que traverse notre pays actuellement. La crise économique, financière, et sociale n'est pas uniquement de votre fait, vos prédécesseurs ont très largement contribué à cet état de fait, mais malheureusement c'est vous qui devez la gérer, et apporter des solutions aux attentes des Françaises et des Français.

Nous nous sommes structurés en créant le 09 janvier 2019, notre association, dans l'objectif d'être une force de propositions, et non de dénonciation permanente remettant en cause nos institutions. Nous souhaitons défendre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux des citoyennes, des citoyens, tant immédiats que généraux, sans discrimination aucune, et suivant tous moyens que l'association jugera utiles, excluant tout appel à la violence sur l'ensemble du territoire. Nous souhaitons nous inscrire dans un processus de construction démocratique totalement pacifique, porteuse pour l'avenir de notre pays. Nous tenions à vous faire part de notre réflexion, de notre analyse, de notre travail concernant un projet de loi sur une nouvelle fiscalité.

Nous serions honorés et heureux de pouvoir vous rencontrer afin de vous le présenter et en débattre.

Nous avons rencontré le représentant de l'Etat, et différents élus : Le Préfet du Finistère : **Mr Pascal LELARGE**, le Sénateur de notre circonscription : **Mr Philippe PAUL**, le Député de notre circonscription : **Mr Erwan BALANANT**, le Maire de Concarneau et Président de la Communauté de Communes : **Mr André FIDELIN**.

Nous avons rencontré également des acteurs de la vie économique tels que : Le Président de la Chambre de Métiers du Finistère, Le Vice-Président de la CGPME Bretagne, un syndicat de travailleurs (dans le cadre de notre manifeste), la Directrice du CESER Bretagne entre autres. Nos rapports ont toujours été courtois et respectueux envers l'ensemble du représentant de l'Etat, des élus, et de l'ensemble des acteurs économiques, en respectant toujours le cadre et le fonctionnement des institutions de la 5^{ème} République que nous ne remettons pas en cause.

Nous avons également adressé un courrier au Président de l'Assemblée Nationale, Député de la 6^{ème} circonscription du Finistère, Conseiller Régional de Bretagne : **Mr Richard Ferrand**, le 12 février 2019, qui est resté sans réponse.

L'Association a organisé et animé le Grand Débat National, le 04 février 2019, en accord avec le Maire de Concarneau, où plus de 550 citoyennes et citoyens sont venus assister et y participer. Nous vous communiquons à ce titre, en accompagnement de cette correspondance, la transcription de l'ensemble des propositions des habitants de l'agglomération de Concarneau Cornouaille, qui ont été également soumises sur la plateforme nationale du Grand Débat dans le respect du cadre fixé.

Cette énumération est certainement un peu longue, mais je souhaitais, vous démontrer Monsieur le Président de la République que nous sommes constructifs, positifs, avec un réel engagement citoyen, avec de réelles propositions pour aider l'ensemble des Françaises, des Français et les entreprises. En effet, avec votre collaboration nous souhaiterions aider notre pays à se sortir de cette crise, sans violence verbale et physique, uniquement dans une action pacifique et constructive. C'est pour ces raisons que nous osons vous présenter notre travail sur un projet innovant concernant la micro-taxation. Ceci mérite, nous en sommes convaincus, d'être étudié, et nous nous tenons à votre entière disposition pour échanger.

Je suis conscient que votre mission, votre travail, sont très difficiles, délicats, ardu compte tenu du climat social actuel. Les attentes, les préoccupations des Françaises et des Français sont légitimes après quarante années d'immobilisme.

Je pense que vous changeriez l'opinion d'une majorité de Françaises et de Français en créant un véritable « choc émotionnel ».

Leurs revendications le sont tout autant qu'elles viennent des salariés (ées), des retraités (ées), du monde de l'entreprise : artisans, commerçants, des TPE, des personnes handicapées, etc. Nous les avons rencontrés, nous avons échangé avec eux. Ils formulent beaucoup d'espoirs à la suite des différents débats qui ont eu lieu dans toute la France, en exemples de leurs espérances :

- ✚ Une amélioration de leur pouvoir d'achat, comme 71% des Français l'ont déjà exprimé.
- ✚ Une amélioration de la fiscalité.
- ✚ Une meilleure perspective pour la politique de l'emploi.
- ✚ Que le mot « précarité » s'efface de notre vocabulaire : précarité pour les jeunes, précarité dans le travail, précarité pour les plus démunis, etc.
- ✚ Que les entreprises puissent embaucher avec un dispositif d'allégement des cotisations salariales et patronales.
- ✚ Que les entreprises retrouvent une réelle politique d'investissements.

Volontairement, je ne continue pas la liste des attentes, elles figurent dans le document de la transcription du Grand Débat. Pendant cette soirée, nous avons présenté un projet, une réflexion sur une solution qui pourrait améliorer le pouvoir d'achat de l'ensemble des Françaises et des Français, de permettre aux entreprises d'embaucher, et également à l'Etat Français de trouver une nouvelle capacité financière.

Cela peut paraître présomptueux, ambitieux qu'une association puisse vous alerter, Monsieur le Président de la République sur un sujet aussi sérieux. Comme je vous le précisais, l'association n'est pas dans la contestation, bien au contraire, notre engagement politique et associatif se veut constructif, être une force de proposition, et la micro-taxation en est une.

Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue (Victor Hugo).

Notre projet qui est devenu un « Manifeste » pourrait s'il trouve un écho favorable auprès de vous Monsieur le Président de la République, et de votre équipe gouvernementale, répondre aux attentes de toutes les Françaises et des Français, et pourrait contribuer à mettre fin à la crise des Gilets Jaunes puisqu'il répondrait à leurs demandes initiales sur le pouvoir d'achat sans remettre en question l'équilibre budgétaire de notre nation.

Je vous communique notre manifeste basé sur le principe d'une micro-taxe.

Je mets beaucoup d'espoir en vous, Monsieur le Président de la République, afin de trouver auprès de vous l'écho favorable pour étudier notre proposition.

Je reste votre dévoué pour vous apporter les renseignements que vous souhaiteriez obtenir.

Monsieur le **Président de la République**, je vous prie d'agréer, Monsieur le **Président de la République**, à l'expression de ma très haute considération.

Mr Jean-Marie DESAVOYE
Le Président
Association des Gilets Jaunes Agglomération Concarneau
36 Rue Bayard
29900 CONCARNEAU

PJ : Document transcription du Grand Débat National
Document Manifeste Micro-Taxe

NB : Pour votre information, Monsieur le Président de la République nous avons adressé à l'ensemble des Sénateurs, des Députés, des Médias notre manifeste et la transcription de notre grand débat.